

Darfour : génocide, conflit ethno-religieux ou crise humanitaire ?

Par Rudy Reichstadt

(article paru dans la revue *ProChoix*, n° 40, été 2007)

Conflit chaotique, génocide ambigu, crise politique et humanitaire, le Darfour est un sujet grave, qui ne se prête pas facilement aux lectures manichéennes. Tandis que les french doctors se déchirent, en France, sur la manière d’appréhender la situation et sur les mesures à mettre en œuvre pour sauvegarder les populations civiles, le gouvernement de Khartoum continue ses exactions.

La généalogie du « conflit » du Darfour est relativement bien connue. En février 2003, au sortir d’une guerre civile de vingt ans ayant causé près de deux millions de morts au Sud-Soudan, une rébellion éclate au Darfour, cette province de l’Ouest du pays longtemps abandonnée à sa pauvreté extrême et revendiquant un partage plus équitable des revenus pétroliers soudanais. Pour étouffer le soulèvement, le régime d’Omar El-Béchir choisit alors délibérément d’armer des milices « arabes », déclenchant ainsi une impitoyable guerre de massacres et de pillages contre une population paysanne se définissant elle-même comme « négro-africaine ». Cette campagne « contre-insurrectionnelle », qui s’est étalée de mars 2003 à décembre 2004, s’est accompagnée d’une véritable purification ethnique occasionnant le meurtre de dizaines de milliers de civils¹ appartenant à des tribus africaines noires et accusées, à ce titre, de soutenir la rébellion. La crise humanitaire qui s’en est suivie a semble-t-il causé quatre fois plus de victimes. En tout, on estime entre 200 000 et 400 000 le nombre de civils qui ont péri au cours de ces années² et à environ 2 millions le nombre de villageois chassés de leurs terres et entassés dans des camps de déplacés au Darfour ou au Tchad voisin.

Le 5 mai 2006, un accord de paix est signé entre la faction majoritaire du principal groupe rebelle, l’Armée/Mouvement de libération du Soudan (A/MLS), et le gouvernement soudanais. Mais l’essentiel des mouvements rebelles refusent de parapher un traité qui n’offre aucune garantie en matière d’application. S’ouvre ainsi une seconde phase du conflit dans laquelle Khartoum, allié à l’A/MLS de Minni Minnawi, se heurte aux mouvements rebelles non signataires des accords de paix du 5 mai 2006, à savoir la faction de l’A/MLS emmenée par Abdel Wahid An-Nour et le Mouvement pour la justice et l’égalité (MJE) islamiste. L’invraisemblable confusion politique régnant au « pays des Fours » accompagne une recrudescence tous azimuts des violences. A la scission de l’A/MLS s’ajoute ainsi une perte de contrôle de l’armée soudanaise sur une partie des milices *janjawids*³ – ces fameux « cavaliers de la mort » semant la désolation sur leur passage aux cris de « *Tuez les Noubas !* »⁴. Les fragmentations et recompositions multiples des groupes armés rebelles en une douzaine de factions rivales achèvent de nuire à la lisibilité de la situation. En plus des civils, les ONG et même les 7 000 soldats de l’Union africaine chargés d’apaiser le conflit sont désormais pris pour cibles⁵.

Aux origines du conflit

¹ Entre 30 000 et 70 000 personnes.

² Le chiffre de 200 000 victimes a été retenu par l’ONU tandis que Gérard Prunier, l’auteur de *Darfour : un génocide ambigu* (éd. La Table ronde, 2005) avance celui de 400 000.

³ Le terme fait référence à des cavaliers armés mais ses origines sont obscures. Le mot *jan* évoquerait le fusil et *jawid* le cheval. C’est aussi un terme fréquemment utilisé pour parler de hors-la-loi ou de brigands.

⁴ Témoignage extrait du rapport de Human Rights Watch : *Darfur destroyed, Ethnic Cleansing by Government and Militia Forces in Western Sudan*, mai 2004 (<http://hrw.org/reports/2004/sudan0504>). Les Noubas sont une tribu négro-africaine musulmane qui a été victime de graves exactions de la part de Khartoum pendant la guerre avec le Sud.

⁵ Marc Lacey, « Affrontements tous azimuts au Darfour », *The New York Times*, paru dans *Courrier International*, n° 782, 27 octobre 2005 (http://www.courrierinternational.com/article.asp?obj_id=56383).

Le récit des quatre dernières années n'explique pourtant pas comment on en est arrivé là. Stephen Smith apporte un début de réponse : *« Il y a d'abord, non pas l'irruption spontanée de la barbarie, mais la fin d'une grande civilisation, celle des pasteurs nomades qui, jusqu'à l'effroyable sécheresse du milieu des années 1980, s'inscrivait à la fois dans un écosystème précaire et une relation synallagmatique avec les cultivateurs sédentaires. Non pas que des épithètes racistes tels que zourga (noirs) ou abd' (esclaves) n'aient pas existé en ces temps. Mais ils n'étaient pas les vecteurs d'une mobilisation politique pour réduire le nombre des ayants droit au partage d'une terre qui, par les effets conjugués de l'essor démographique et de la désertification, ne nourrit plus tout le monde. [...] Quand il n'y a ni police ni justice, faut-il s'étonner que les propriétaires de grands cheptels – mille chameaux représentent un capital sur pied de 1 million de dollars – s'arment et prennent la loi en main ? En face, les sédentaires ont relevé le défi pour protéger leurs champs, dévastés par des troupeaux en divagation. La situation a été exacerbée par des ingérences extérieures : le Darfour reste à ce jour un sanctuaire pour des rebelles tchadiens ; il a été, jusqu'à la fin des années 1980, la garenne à recrues pour la Légion islamique du colonel Kadhafi et, en 1991, les insurgés du Soudan du Sud, autour du colonel John Garang, ont vainement tenté d'y ouvrir un deuxième front contre le pouvoir central »*⁶.

Khartoum aura donc joué des dissensions existant entre nomades et sédentaires à un moment où la désertification poussait de nombreux éleveurs à se sédentariser, provoquant tensions et rivalités. S'agit-il pour autant d'un conflit économique ? Pas vraiment. Car s'ils coexistent depuis des siècles, les nomades sont d'origine arabe – « à la peau rouge » dit-on là-bas – et les sédentaires ont la peau noire. Le mépris dans lequel le régime « arabe » de Khartoum et sa soldatesque tiennent les populations civiles noires du Darfour constitue bien l'une des dimensions incontournables de ce conflit. Les témoignages des survivants des attaques de *janjawids* confirment que l'objectif des milices soutenues par Khartoum était de vider la région de ses populations négro-africaines⁷. C'est que l'esclavage des populations noires est une pratique ancestrale au Soudan, qui est loin d'avoir été éradiquée. Répondant à un journaliste, une réfugiée four explique ainsi : *« les Arabes nous prennent pour leurs esclaves. Ils veulent transformer le Darfour en un Etat arabe »*⁸.

Certains sont allés jusqu'à suggérer que ce conflit « racial » se doublait d'un conflit religieux. Quel crédit faut-il apporter à cette thèse ? Il faut d'abord garder présent à l'esprit que si la guerre ayant opposé le Nord (musulman) au Sud (chrétien et animiste) du Soudan pendant vingt ans a éclaté à la suite de l'introduction de la *charia* dans le code pénal soudanais en 1983, cette grille de lecture religieuse perd de sa pertinence lorsqu'il s'agit d'appréhender la situation au Darfour, l'ensemble de la région étant islamisée – et sunnite. Bernard-Henri Lévy a pourtant insinué que le conflit du Darfour opposait deux islams : *« je me dis [...] que j'ai vu, en fin de compte, peu de mosquées dans ce Darfour dévasté. Je songe que je n'ai pas croisé de femmes voilées. Je repense à l'école bombardée de Deissa, où l'on m'a montré les classes de filles à côté des classes de garçons. Et l'idée me vient que c'est peut-être là, après tout, un autre trait de cette guerre [...] : islam radical contre islam modéré ; le régime qui, à la fin des années 1990, donnait asile à Ben Laden contre des populations musulmanes rebelles à l'islamisme ; au*

⁶ « Le Darfour, zone franche de la légalité internationale », *Le Monde*, 3 septembre 2004.

⁷ « Les cultivateurs sédentaires du Darfour regroupent généralement des ethnies non arabes connues sous le nom de "Zurga", les « noirs » et comprennent des groupes comme les Four, les Massalit, les Tama, les Tunjur, les Bergid et les Berti, qui vivent et travaillent la terre dans la zone centrale. [...] Au cours de l'année écoulée, alors que le conflit dans le Darfour s'intensifiait, les tribus visées comme les Four, les Masalit et les Zaghawa ont commencé à se présenter d'elles-mêmes comme des « Africains » et des « marginaux », à l'inverse de leur définition initiale en tant que Soudanais ou Darfouriens. De plus en plus, elles ont considéré les attaques du Gouvernement soudanais contre leurs communautés comme des attaques ethniquement et racialement motivées » (<http://hrw.org/french/reports/2004/sudan0404/3.htm>).

⁸ Catherine Simon, « Dans la misère du Darfour », *Le Monde*, 5 septembre 2004 (<http://www.mafhoum.com/press7/205S22.htm>).

coeur de l'Afrique, dans les ténèbres de ce qui peut devenir, si nous ne faisons rien, le premier génocide du XXI^e siècle, un autre théâtre pour le seul choc des civilisations qui tienne et qui est celui, nous le savons, des deux islams »⁹. Certes, l'actuel régime d'Omar el-Béchir est issu d'un coup d'Etat ayant porté les Frères musulmans au pouvoir. Certes, Oussama Ben Laden a récemment appelé à la solidarité inconditionnelle avec Khartoum – qui l'a hébergé pendant plusieurs années. Certes, c'est en brandissant le Coran que le régime soudanais s'oppose à toute intervention internationale au Darfour. Mais il convient de souligner que l'un des principaux groupes rebelles en guerre avec Khartoum, le MJE, revendique une proximité doctrinale avec Hassan al-Tourabi et les Frères musulmans soudanais¹⁰. Il est également impossible de faire l'impasse sur ces nombreux témoignages indiquant que les *janjawids* ne s'embarrassaient d'aucun scrupule lorsqu'il s'agissait d'incendier les mosquées des villages qu'ils dévastaient ou d'assassiner des imams¹¹ – ce qui peut sembler étrange de la part d'« islamistes ». De sorte que s'il existe un clivage entre, *grosso modo*, l'islam africain traditionnel et « modéré » en usage au Darfour et l'islam radical, intégriste, prêché par Khartoum, il relève plutôt d'un conflit de type centre-périphérie.

Pour Gérard Prunier, directeur du Centre français d'études éthiopiennes et auteur d'un livre qui fait autorité sur le Darfour¹², le mobile du crime est en réalité « racioculturel » : « *Les Arabes sont minoritaires au Soudan. Et les islamistes ne sont que l'ultime incarnation historique de leur domination ethnorégionale. Or la paix entre le Nord et le Sud est en train de se déliter rapidement. [...] Pour l'élite arabe de Khartoum, il y a urgence. Il faut donc manipuler le tracé frontalier Nord-Sud qui place la plus grande part du pétrole au Sud (c'est en cours), se préparer à la reprise éventuelle des hostilités (on achète des armes), ancrer de solides alliances internationales (la Chine est acquise et l'Iran en cours de séduction) et conserver la maîtrise du territoire en créant un cordon sanitaire ethnorégional : les monts Nouba au Kordofan et le Darfour en feraient partie. Or si les tribus noubas ont été écrasées militairement entre 1992 et 2002, le Darfour paraît beaucoup plus menaçant. Les hiérarques arabes de Khartoum veulent éviter à tout prix une brèche par laquelle les Noirs de l'Ouest s'allieraient demain avec un Sud négro-africain indépendant... et pétrolier ! Par conséquent, il devient stratégique de mater le Darfour révolté par n'importe quel moyen* »¹³.

Un génocide ambigu

Est-il pour autant permis de parler de « génocide » ? La question est délicate. Contrairement à l'administration américaine, l'ONU s'y refuse encore, préférant le terme de « nettoyage ethnique »¹⁴. La qualification de génocide suppose que les victimes aient été ciblées du fait de leur appartenance à « *un groupe national, ethnique, racial ou religieux* » et que les exactions aient été perpétrés « *dans l'intention de [le] détruire, en tout ou en partie* » (article 2 de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide¹⁵ du 9 décembre 1948). Concernant le Darfour, la volonté d'exterminer, autrement dit l'intentionnalité du crime, qui caractérise un génocide, ne va pas de soi, les « *dirigeants soudanais n'[ayant] jamais tenu des propos évoquant l'idée de détruire un groupe donné* »¹⁶, comme le rappelle l'ancien président de Médecins sans frontières (MSF), Rony Brauman. Mais cela suffit-il à écarter d'un revers de main les

⁹ « Choses vues au Darfour », *Le Monde*, 12 mars 2007 (http://perso.orange.fr/jacqver/texte/darfour_BHL.htm).

¹⁰ Le leader du MJE, Khalil Ibrahim, est d'ailleurs un ancien allié d'Omar El-Béchir.

¹¹ A ce sujet, voir le rapport de Human Rights Watch : *Darfur destroyed*, op. cit. (http://www.hrw.org/reports/2004/sudan0504/5.htm#_Toc71531697).

¹² *Darfour : un génocide ambigu*, éd. La Table ronde, 2005.

¹³ Gérard Prunier, « Darfour, la chronique d'un "génocide ambigu" », *Le Monde diplomatique*, mars 2007, pages 16 et 17 (<http://www.monde-diplomatique.fr/2007/03/A/14566>).

¹⁴ C'est aussi l'expression retenue par Human Rights Watch (http://www.hrw.org/reports/2004/sudan0504/6.htm#_Toc71531703).

¹⁵ http://www.unhcr.ch/french/html/menu3/b/p_genoci_fr.htm

¹⁶ Rony Brauman (<http://hebdo.nouvelobs.com/p2210/dossier/a335930.html>).

accusations de génocide ? Pas sûr. Les mouvements fédérés au sein du Collectif Urgence Darfour n'ont pour leur part aucune inhibition sur la question : « *Qui peut nier sérieusement que telle est la situation endurée par les groupes noirs africains, Fours, Massalit, Zaghawa..., du Darfour ? La litanie est affligeante : meurtres de masse, viols systématiques des femmes et des fillettes, déplacements de force de millions de personnes après destruction de leurs villages, empoisonnement des puits, pillage, vol des cheptels...* »¹⁷. A tout le moins, il apparaît, selon Gérard Prunier, que Khartoum a pris des mesures introduisant « *une dimension génocidaire dans le conflit, car au-delà des massacres, elles visaient à empêcher la survie des survivants* »¹⁸. Enfin, commentant le jugement du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie condamnant, en 2004, le général Radislav Krstic pour complicité de génocide à Srebrenica, Jacques Sémelin, l'auteur de *Purifier et détruire*¹⁹, soutient que « *cette décision [...] élargit considérablement la qualification de génocide dans les conflits passés et présents* ». Et d'ajouter que ce qui se passe au Soudan pourrait alors se voir qualifier de génocide.

On voit à quel point la qualification juridique des faits incriminés est complexe. Loin d'une simple querelle sémantique, il s'agit en réalité d'un enjeu politique crucial. Car l'emploi du mot « génocide » conférerait de plus grandes responsabilités à la communauté internationale, faisant à tous les Etats signataires de la Convention de 1948 obligation légale d'intervenir. Fondateur, en son temps, de MSF puis de Médecins du Monde (MDM), nouveau locataire du Quai d'Orsay, Bernard Kouchner écrivait, fin décembre 2006 : « *A l'époque [en 2003-2004], le ministre français des affaires étrangères avait affirmé qu'il ne s'agissait pas d'un génocide et avait paru se ranger sous la bannière de Khartoum. Le Conseil de sécurité de l'ONU ne sut faire prévaloir une attitude volontaire, et la protection des populations civiles du Darfour ne put être assurée* »²⁰. Si bien que les populations civiles du Darfour ont peut-être été laissées à elles-mêmes parce que les exactions dont elles étaient les victimes ne « méritaient » pas davantage que la qualification de crime contre l'humanité.

Discorde chez les french doctors

Tous les commentateurs de la situation au Darfour paraissent préoccupés par le sort des populations civiles. Mais selon le point de vue adopté sur le conflit, ils appréhendent la situation dans des termes très différents et prônent des solutions diamétralement opposées. La récente controverse qui a vu s'affronter, en France, le Collectif Urgence Darfour (dont le président, Jacky Mamou, est aussi l'ancien président de MDM) d'une part, les directions de MSF, MDM et d'Action contre la faim (ACF) d'autre part, cristallise cet antagonisme.

Du côté d'Urgence Darfour, le ton est celui de la dramatisation. Il s'agit d'alerter l'opinion publique sur ce qui se déroule au Darfour et on n'hésite pas à parler du « *premier génocide du XXIème siècle* ». Une autre association, Sauver le Darfour (SLD), va jusqu'à indiquer que 10 000 personnes y périssent tous les mois. En réalité, ce chiffre est calculé à partir d'une estimation haute des décès survenus au cours des années 2003 et 2004. On laisse aussi s'imprimer dans les consciences l'idée selon laquelle les morts du Darfour ont tous été assassinés alors même que les trois quarts des victimes le sont du fait de la crise humanitaire consécutive au déplacements des populations fuyant les massacres. La nuance peut paraître déplacée mais elle a son importance... Du côté des « humanitaires » (MSF, ACF, MDM), on cherche au contraire à minimiser la gravité de la situation, comme si contrer l'emballement médiatique créé par Urgence Darfour était plus essentiel

¹⁷ Yves-Jean Gallas, Jacky Mamou, Armen Séropyán, Dominique Sopo, *art. cit.*

¹⁸ Gérard Prunier, *op. cit.*

¹⁹ *Purifier et détruire. Usages politiques des massacres et génocides*, Seuil, 2005.

²⁰ « Au Darfour, des massacres et du pétrole », *Le Monde*, 27 décembre 2006 (http://www.sauverledarfour.org/articles_analyse_lire.php?id=185).

qu'alerter l'opinion. Le terme de génocide est remplacé par celui de répression²¹ (tout un symbole !) et on explique que 300-400 morts par mois, c'est intolérable certes, mais que c'est ce qu'il y a tous les mois au Sri Lanka²² – en omettant, toutefois, de préciser que les contextes n'ont absolument rien de comparables ! On va jusqu'à louer « l'une des opérations de secours les plus efficaces des vingt dernières années »²³ (sic) !

La querelle porte également sur les réponses à apporter à l'intransigeance du régime d'Omar El-Béchir. Urgence Darfour estime que le seul moyen de mettre un terme aux massacres est de brandir, vis-à-vis de Khartoum, la menace de sanctions de plus en plus dures, jusqu'à l'envoi d'une force de protection internationale. Les humanitaires pensent, pour leur part, qu'une intervention armée – fût-elle limitée à l'Ouest du pays – reviendrait à violer la souveraineté du Soudan et donc à lui déclarer la guerre. Agitant le spectre des borbougs afghan, irakien et somalien afin de discréditer l'option militaire, ils se contentent cependant de proposer la reprise des négociations entre le gouvernement soudanais et les différentes factions rebelles. Une telle position serait la voix de la sagesse si, précisément, de telles tentatives de médiations n'avaient pas déjà été entreprises depuis des années... avec le succès que l'on sait. Jan Pronk, ancien représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU au Soudan, écrit sur son blog : « *De hauts responsables du gouvernement soudanais m'ont plus d'une fois déclaré avoir comparé les risques que présentait pour eux le fait d'obtempérer aux adjurations du Conseil de sécurité avec les risques que présentait le fait de refuser. Ne pas obéir impliquait de risquer la confrontation avec la communauté internationale. Mais obéir représentait un autre risque, celui de voir monter en puissance l'opposition intérieure, avec le danger de perdre le pouvoir. Ils m'ont dit avoir examiné ces risques et en avoir conclu que ceux qu'ils auraient courus du fait d'obtempérer étaient beaucoup plus grands que ceux qu'ils prenaient en refusant* »²⁴. L'intervention militaire, disent les humanitaires, risquerait de causer davantage de problèmes qu'elle n'en résoudrait. Mais quels effets les pressions de la communauté internationale auraient-elles sur Khartoum si elle devait se dessaisir, *a priori*, de tout recours à la contrainte armée ? L'expérience n'enseigne-t-elle pas que le gouvernement soudanais n'est prêt à s'engager dans la voie d'une solution politique que lorsqu'il se retrouve le dos au mur ?²⁵

Ajoutons que si le respect de la souveraineté est un principe fondamental des relations internationales, il s'en trouve considérablement affaibli lorsque le gouvernement qui en est le dépositaire décime sa propre population. Il perd tout son sens dès lors que ledit gouvernement n'a aucune légitimité. Ce qui est, justement, le cas du régime militariste d'Omar El-Béchir. Faut-il rappeler que c'est un coup d'Etat qui, en 1989, a porté le général soudanais au pouvoir ? Peut-on ignorer que la République islamique du Soudan piétine allégrement les droits de l'homme²⁶ et toutes les conventions internationales, allant jusqu'à maquiller en blanc, aux couleurs de l'ONU, une partie de sa flotte aérienne

²¹ Cf. « Khartoum a mené une répression féroce au Darfour », entretien avec Jean-Hervé Bradol, président de Médecins sans frontières, propos recueillis par Jean-Philippe Rémy, *Le Monde*, 3 septembre 2004.

²² Voir Gabriel Trujillo, responsable adjoint des programmes de MSF dans l'Ouest du Darfour, dans l'émission « 1h30 Chrono » sur I-Télé, le 22 mars 2007 (http://www.dailymotion.com/relevance/search/kouchner%2Bdarfour/video/x1il3h_soudan-msf-pas-ok-avec-bhikouchner).

²³ Fabrice Weissman et Jean Hervé Bradol, « Massacres et démagogie », *Libération*, 23 mars 2007.

²⁴ Cité dans Gérard Prunier, « Darfour, la chronique d'un "génocide ambigu" », *art. cit.*

²⁵ Pat Cox, ancien président du Parlement européen et membre du comité de direction de l'International Crisis Group, fait ainsi valoir que « *malgré son jeu de bluff, Khartoum est connu pour répondre à la pression internationale et pour s'engager de fait dans une solution politique. On notera, par exemple, son adhésion à l'Accord de paix global en 2005 qui mit fin à vingt ans de guerre avec le Sud, au moment même où les demandes de la communauté internationale ont été soutenues par des menaces sévères de sanctions, comprenant entre autres des restrictions de voyage pour les autorités soudanaises et des sanctions à l'encontre de Sudan Airways* » (in « Darfour : l'Europe doit agir », *Libération*, 21 mai 2007).

²⁶ L'instauration, en 1983, de la *charia* a coïncidé avec la réhabilitation de l'esclavage, de la pratique de l'amputation et des exécutions par lapidation.

militaire ?²⁷ Enfin, comment ne pas tenir compte de l'enlèvement de l'application de l'accord de paix global de janvier 2005²⁸ sur le Sud-Soudan et croire encore en la bonne volonté d'un régime qui persiste à refuser l'envoi, au Darfour, des 20 000 casques bleus prévus par la résolution 1706 du Conseil de sécurité ? Dans ces conditions, on comprend difficilement l'inversion des rôles à laquelle se livrent les partisans du *statu quo*, qui semblent, hélas !, davantage préoccupé par la disqualification de ceux qui tentent d'alerter l'opinion que par la dénonciation des persécuteurs et de leurs alliés.

R.R.

²⁷ "Sudan Flying Arms to Darfur, Panel Reports", *The New York Times*, 18 avril 2007 (<http://www.nytimes.com/2007/04/18/world/africa/18sudan.html?ex=1334548800&en=107076127d4d6c8b&ei=5088&partner=rssnyt&emc=rss>).

²⁸ Le vice-président sudiste Salva Kiir Mayardit a récemment menacé le président El-Béehir d'une sécession du Sud et s'est prononcé en faveur d'une intervention armée onusienne.